BRÈVES ÉCONOMIQUES AMERIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE BOGOTA

N° 30 – 11 août 2022

En bref

Ce lundi 8 août, un jour après l'investiture du Président Gustavo Petro, le nouveau ministre des finances, José Antonio Ocampo, a présenté le projet de réforme fiscal du nouveau gouvernement, dont l'objectif est de réduire la pauvreté et les inégalités en augmentant les dépenses sociales de l'Etat. **La réforme devrait ainsi rapporter 5,82 Mds EUR (25 882 Mds COP) en 2023 puis 11,5 Mds en 2026** et permettre de réduire la pauvreté monétaire de 4,9% (elle touchait en 2021 39,3% de la population) et la pauvreté monétaire extrême de 4,8% (contre 12,2% en 2021). Le gouvernement souhaite également faire passer le coefficient de Gini de la Colombie à 0,487 (contre 0,54 en 2020, le plus haut de la région). La réforme comprend de nombreux points, parmi lesquels l'augmentation de l'impôt sur le revenu des personnes naturelles et des retraités gagnant plus de 2 286 EUR (10 millions de COP) par mois, la mise en place d'un impôt permanent sur le patrimoine (à partir d'un patrimoine net de 627 KEUR), la suppression de nombreuses exonérations et déductions fiscales, la création d'un impôt de 10% sur les exportations extraordinaires de pétrole, de charbon et d'or (lorsque le prix international est supérieur à un prix seuil du fait d'une conjoncture spécifique), l'extension de la taxe carbone ou encore la mise en place d'impôts sur les boissons sucrés, les aliments ultra transformés et le plastique à usage unique.

LE CHIFFRE À RETENIR

5,83 MDS EUR

C'est ce que le nouveau gouvernement colombien espère collecter en 2023 avec son projet de réforme fiscale.

Zoom sur : L'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement en Colombie.

Dimanche 7 août a eu lieu la prise de fonction du nouveau président colombien. Durant son discours d'investiture, le nouveau président du pays, Gustavo Petro, a évoqué les lignes directrices de son mandat. Il veut notamment transformer le pays en « puissance mondiale de la vie », en mettant en œuvre la « paix totale », via des discussions avec les groupes armés, en particulier l'ELN. Il a également souligné l'importance du combat contre la corruption et de la lutte contre le narcotrafic au niveau mondial, grâce à une nouvelle convention internationale sur les drogues. Il a par ailleurs parlé des nombreuses réformes qu'il allait mettre en place avec son gouvernement. La plus conséquente d'entre elle est probablement la réforme fiscale, annoncée dès lundi (cf. supra). Le nouveau président a également évoqué des réformes du système de santé, des retraites, des contrats de travail et du système éducatif, faisant ainsi écho à ses thèmes de campagne. Il a aussi traité des thématiques agricoles et environnementales, en proposant que les terres expropriées de manière judiciaires (et souvent à l'anbandon) soient gérées par des coopératives et organisations agricoles et que la dette externe du pays soit transformée en dépenses internes pour récupérer et sauver la forêt amazonienne.

BOLIVIE

La Bolivie perd un arbitrage face à la banque BBVA auprès du CIRDI.

Le CIRDI a statué en faveur du paiement par la Bolivie de 105 MUSD (94,8 MUSD en indemnisations et 10,2 MUSD en intérêts) en préjudices à la banque espagnole BBVA, propriétaire du fonds de pension privé AFP Previsión, à cause des « retards injustifiés » lors de la nationalisation du système de retraites, pour lesquels la BBVA a présenté un recours devant le CIRDI en 2018. La Bolivie a en effet décidé de procéder à cette nationalisation en 2009 mais la Gestora Pública de Seguridad Social, qui reprend les activités et fonds des AFP, n'a été mise en place qu'en 2019 et ne gère pas encore les activités assurées jusqu'ici par les AFP. Même si la Bolivie s'est retiré du CIRDI en 2007 et dénoncé tous ses accords bilatéraux de protection des investissements en 2014, la BBVA a pu faire valoir la clause permettant de ce type de recours 10 ans après la dénonciation de l'accord (l'Accord pour la promotion et la protection réciproque des investissements entre l'Espagne et la Bolivie). Le CIRDI considère que la Bolivie a contrevenu à cet accord en n'assurant pas un traitement juste et équitable vis-à-vis de l'investissement de la BBVA et en prenant des mesures arbitraires empêchant à BBVA la libre disposition de son investissement. La Bolivie fera appel à la décision. Actuellement la Bolivie fait face à 13 demandes d'arbitrages internationaux.

COLOMBIE

Ecopetrol découvre d'importantes ressources de gaz naturel dans les eaux profondes colombiennes.

Conjointement avec Petrobras et Shell, l'entreprise pétrolière colombienne a découvert des ressources de gaz naturel au large de la côte caribéenne de la Colombie à deux reprises durant ces deux dernières semaines, dans les blocs Gorgon 2 et Uchava 1. Elles pourraient permettre à Ecopetrol d'alimenter le pays en gaz (actuellement importeur net), alors que l'entreprise a déjà réalisé au S1 2022 l'équivalent de ses bénéfices sur toute l'année 2021 (3,9 Mds EUR pour 3,8 Mds EUR en 2021). Toutefois, l'exploitation de ces ressources reste soumise à la position politique du nouveau gouvernement, le nouveau président Gustavo Petro ayant annoncé durant sa campagne vouloir une transition énergétique rapide et par conséquent ne plus octroyer de de licence d'explorations supplémentaires d'hydrocarbures.

Gustavo Petro rencontre l'équipe de Joe Biden.

Fin juillet, les équipes de Joe Biden ont rencontré Gustavo Petro et échangé sur les principaux thèmes bilatéraux. Les deux pays devraient renforcer leur coopération en termes de lutte contre le narcotrafic et rediscuter de l'accord de libre-échange entre la Colombie et les Etats-Unis, pour pallier aux différences entre les deux pays. C'était une promesse de

campagne de G. Petro, et les Etats-Unis se sont montrés ouverts à une discussion sur l'accord lors de la rencontre entre les équipes. Pour rappel, près de 3000 entreprises colombiennes exportent leur production vers les Etats Unis.

La Mairie de Bogota reçoit l'accord du gouvernement pour le financement de la 2ème ligne de métro de la capitale.

La Mairie de Bogota et l'Etat ont signé ce 4 août un accord de co-financement de grands projets d'infrastructures dans Bogota, dont la deuxième ligne de métro de la capitale, qui devrait toucher des investissements à hauteur de 8 Mds EUR (5,5 Mds de l'Etat et 2,5 Mds de la Mairie). Elle s'étendra sur 15,5km et bénéficiera à 2,5 millions de personnes. Les travaux devraient débuter en 2024 pour une ouverture prévue en 2032. La première ligne du métro de la ville devrait quant à elle être inaugurée en 2028.

ÉQUATEUR

Le ministère des transports a présenté son plan d'investissements.

Le ministère des transports et des infrastructures publiques, a présenté son plan d'investissements pour les deux prochaines années, d'un montant de 363 MUSD destinés essentiellement aux infrastructures routières. Ce plan se traduit par 122 projets dans 4 secteurs : 13 projets en cours dans le cadre de la reconstruction de la province de Manabi touchée par un séisme en 2016 ; 7 nouveaux projets dans cette même province et une centaine de projets au niveau national (infrastructures routières) d'un montant de 250 MUSD.

Le risque pays s'envole à plus de 1300 pdb.

Le risque pays équatorien s'est envolé à plus de 1300 pdb, suite à la décision d'un tribunal luxembourgeois de geler les actifs équatoriens dans ce pays, en raison du non-paiement de 391 MUSD à la société Perenco conformément à la décision d'un tribunal arbitral en 2021. Le ministère des finances équatorien a indiqué ne pas avoir de notifications officielles en ce sens, et que l'Equateur honorera ses obligations à l'égard de Perenco.

GUYANA

Les revenus pétroliers et gaziers du pays devraient atteindre 1 Mds USD en 2022.

Cela représente un doublement des revenus perçus en 2021. Ces revenus devraient atteindre 7,5 Mds USD en 2030. Les prévisions indiquent une production de 1,7 millions de barils par jour en 2035, ce qui placerait le pays parmi les 5 plus gros producteurs de pétrole offshore. Ces revenus pourraient permettre au pays d'accélérer son développement et de lutter contre la pauvreté.

PÉROU

Petroperú obtient l'autorisation pour exploiter le lot 192.

Le gouvernement a attribué à l'entreprise pétrolière publique Petroperú, via Décret suprême, la licence d'exploitation du lot pétrolier 192, dans la région Loreto en Amazonie. Il s'agit d'un tournant pour l'entreprise qui après 26 ans cherche à « retourner à l'exploitation » de pétrole, activité qu'elle avait délaissé pour se centrer dans le transport, le raffinement, la distribution et la commercialisation. En décembre 2021, elle avait déjà obtenu la licence pour exploiter le Lot 1 à Talara (Piura) et se positionne également sur le lot 64 à Loreto. Le lot 192, qui était abandonné depuis février 2020, sera exploité par Petroperú en association avec un partenaire stratégique à définir.

Kurt Burneo prend la tête du MEF suite à un nouveau remaniement.

Bien qu'il n'ait pas accepté la démission du Premier Ministre Aníbal Torres, Pedro Castillo a tout de même procédé à quelques changements au sein de l'équipe gouvernementale (6 ministres sur 18 dont celui de l'Economie, des Transports, des Relations Extérieures). Dans ce cadre, Kurt Burneo a été nommé ministre de l'Économie et des Finances en remplacement d'Óscar Graham. Cet économiste, ayant été Vice-ministre des Finances (2001-2004) et ministre de la Production (2011), a fait partie des équipes des présidents Alejandro Toledo (2001-2006) et Ollanta Humala (2011-2016). M. Burneo s'est prononcé dans un premier temps favorablement à l'harmonisation de la politique fiscale et de la politique monétaire. Il s'est notamment montré critique face à la hausse des taux directeurs de la Banque centrale (BCRP), qui, selon lui, nuisent à l'activité économique. Il a par la suite nuancé ses propos en assurant qu'il respectera l'indépendance de la BCRP, qui décide de la politique monétaire. M. Burneo préconise également des subventions ciblées pour aider les populations vulnérables à faire face à la hausse des prix (due au contexte international). Enfin, le ministre a également indiqué que le MEF révisera sa prévision de croissance de l'économie à la baisse : de 3,6 à 2,2%. Pour rappel la BCRP et la Banque mondiale estiment une croissance de 3,1%, le FMI de 2,96% et la CEPAL de 2,5%.

SURINAME

Le dollar surinamais se déprécie tandis que l'inflation en juin se situait à 55,1%.

Après une année avec un taux de change plutôt stable, autour de 21 SRD pour 1 USD, le dollar surinamais se déprécie face au dollar américain depuis fin juillet. Il se situe actuellement au-dessus de 25 SRD pour 1 USD, augmentant ainsi les prix des importations. Cela s'explique par une offre trop faible de dollars américains liquides dans le pays. Cette situation se couple à une forte inflation dans le pays, qui atteignait 55,1% en glissement annuel en juin, pour une augmentation de 9,1% par rapport à mai.

VENEZUELA

Le secteur pétrolier connaît un rebond au S1 2022, entraînant le reste de l'économie.

Selon l'Observatoire vénézuélien des finances (OVF), cette croissance s'élève à 38,2% entre janvier et juin 2022. Cette situation a permis, pour la première fois en quatre ans, d'enregistrer un rebond du secteur public de 25,4 % au cours du semestre. L'activité économique dans son ensemble a connu une croissance de 12,3 % par rapport à la même période en 2021. L'OVF a ainsi relevé les prévisions de croissance et de production du pays pour 2022 : les techniciens prévoient une croissance de l'économie de 11% (contre 9% auparavant), pour une production qui pourrait se stabiliser à 700 000 barils de pétrole par jour (contre 600 000 dans les dernières prévisions). Malgré ces prévisions positives, le Venezuela reste confronté à une chute de ses réserves en or, dont presque la moitié a été déposée dans des banques hors du territoire. Plus de 46% de ces réserves sont en Angleterre, ce qui a entraîné un litige avec le tribunal de Londres.

Les relations diplomatiques et économiques se renouent entre la Colombie et le Venezuela.

Avec l'arrivée au pouvoir de Gustavo Petro, les deux pays entament de nouvelles relations, après leur rupture en 2019 et après plus de 7 années de tensions. Les ministres des affaires étrangères des deux pays se sont réunis fin juillet et se sont accordés sur la reprise des relations bilatérales dès le 7 août. Les relations diplomatiques et militaires seront principalement orientées vers les flux migratoires vénézuéliens (la Colombie est le premier pays d'accueil des migrants vénézuéliens et leur offre un statut spécifique pour 10 ans), la lutte contre le narcotrafic, les groupes paramilitaires et le crime organisé à la frontière. Le rétablissement des relations économiques pourrait quant à lui représenter une réelle opportunité pour les deux pays : avant les tensions diplomatiques de 2008, la Colombie exportait près de 6 Mds USD vers le Venezuela par an, et importait pour 1,2 Mds USD. Le Venezuela envisage de recommencer ses exportations de gaz vers la Colombie, notamment via un gazoduc pour le moment inutilisé. Il serait question d'organiser rapidement une grande rencontre d'entreprises des 2 pays qui pourrait se tenir mi septembre à Cucuta, ville colombienne sur la frontière.

Indicateurs de la semaine

Les niveaux d'inflation en glissement annuel en juillet 2022

Source : Portafolio

Pays	Inflation	Commentaires
Argentine	60,4%	Donnée de juin 2022
Bolivie	2,04%	
Brésil	11,89%	Donnée de juin 2022
Chili	12,5%	Donnée de juin 2022
Colombie	10,21%	
Equateur	3,86%	
Mexique	5,88%	Donnée de juin 2022
Pérou	9,28%	
Venezuela	139%	

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Pierre SENTENAC, Lucile MINIERE
Rédacteurs : Andrés PALACIOS, Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE , Elsa INGRAND

Pour s'abonner : elsa.ingrand@dgtresor.gouv.fr